

Service de la Protection de l'Environnement et de la Nature
15 avenue de Cucillé
CS 90 000
35919 RENNES

RENNES, le 18/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



OLGA (ex: TRIBALLAT LA RIVIERE)

LA RIVIERE
Z.I. EST
35530 NOYAL SUR VILAINE

Références : 2022-02584

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement OLGA site de la Rivière (ex: TRIBALLAT LA RIVIERE) implanté LA RIVIERE Z.I. EST 35530 NOYAL SUR VILAINE. L'inspection a été annoncée le 20/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OLGA (ex TRIBALLAT LA RIVIERE)
- LA RIVIERE Z.I. EST 35530 NOYAL SUR VILAINE
- Code AIOT dans GUN : 0005519271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'usine VRAI du site OLGA (ex TRIBALLAT) exploite actuellement une laiterie avec une activité de fabrication de yaourt ultrafrais.

Elle est autorisée par arrêté préfectoral n°42202 du 26 janvier 2015 et est soumise à la rubrique IED 3642-1.

Dans le cadre du schéma directeur industriel du groupe OLGA, l'exploitant projette de transférer l'activité de la buanderie du site "historiques" d'OLGA situé au bourg de Noyal-Sur-Vilaine ainsi que la réception du lait du site de Noyal Bourg et du lait de chèvre du site de Petit-Billy vers le site de La Rivière.

Ces modifications et les aménagements envisagés ont été portés à la connaissance du Préfet le 10/02/2022.

L'usine exploite plusieurs équipements sous-pression (ESP) répertoriés dans des listes tenues à jour par l'exploitant.

Deux ESP ont fait l'objet d'une analyse approfondie:

- Bouteille BP de l'ensemble de réfrigération en "salle des machines ammoniac sud"
- Chaudière n°E4806.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification du suivi en service des équipements sous-pression (liste des ESP, situation régulière des équipements,...)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	/	Sans objet
Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Sans objet
Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet
Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet
Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet
Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Sans objet
Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des équipements sous-pression en service est bien réalisé par l'exploitant.

Les listes et documents attestants des requalifications et inspections périodiques sont suivis par l'exploitant et des prestataires externes.

Les ESP observés le jour du contrôle étaient en bon état de fonctionnement et peuvent être maintenus en service.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté et transmis à l'inspection les listes des équipements sous pression (ESP) fixes à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none">- une liste des ESP pour les récipients d'air comprimé;- une liste des ESP pour les générateurs de vapeur (chaudière);- deux listes pour les ESP des équipements de système de réfrigération R717 (salles des machines ammoniac Nord et Sud). <p>-> <u>Listes ESP intitulées ESP VRAI "Air comprimé" et ESP VRAI "Générateurs de vapeurs":</u> Cette liste est établie par l'exploitant. La liste précise pour chaque équipement le type, le régime de surveillance (chapitre du CTP), les dates des dernières et prochaines inspections périodiques (IP) et requalification périodique (RP). Les éléments complémentaires suivants sont précisés: nom du fabricant, n° de fabrication, année de fabrication, PS, volume ou DN, le type de fluides, les références des équipements.</p> <p>La liste pour le générateur de vapeur mentionne l'économiseur "Hors Service". Les tuyauteries gaz et vapeurs ne sont pas répertoriées sur la liste.</p> <p>-> <u>Listes intitulées ESP "Système de réfrigération R717 - SDM NORD et SDM SUD:</u> Cette liste est établie par un organisme extérieur, la société JOHNSON CONTROLS. La liste précise pour chaque équipement le type, le régime de surveillance (chapitre du CTP), les dates des dernières et prochaines inspections périodiques (IP) et requalification périodique (RP). Les éléments complémentaires suivants sont précisés: nom du fabricant, n° de fabrication, année de fabrication, PS, volume ou DN, le type de fluides, les références des équipements.</p> <p>Les ESP du système de réfrigération SDM SUD et SDM NORD, font l'objet d'un plan d'inspection établis par Johnson Controls (vu plans d'inspection 218N25024345-PI01 et 218N25024345-PI02).</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'équipement loués à un tiers.</p> <p>Pour la liste SDM SUD, les dates de dernières et prochaines requalification sont incohérentes par rapport à l'attestation de requalification de l'APAVE n°50002188678 (date du 22/05 au lieu du 25/05).</p>
<p>Observations : L'exploitant devra:</p> <ul style="list-style-type: none">- s'assurer de l'exhaustivité de la liste ESP VRAI "Générateurs de vapeur", concernant les tuyauteries gaz et vapeurs;- corriger la date de dernière et prochaine RP, en lien avec la dernière attestation de requalification pour le système de réfrigération en SDM SUD;- intégrer dans le tableau de suivi des ESP "Air comprimé" et "générateurs de vapeurs", des colonnes mentionnant la date de la dernière inspection périodique et la date de la dernière requalification périodique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.
Constats : Les équipements suivants ont fait l'objet d'un contrôle plus approfondi: --> Chaudière n° E4806: - Type d'équipement: générateur de vapeur - N° équipement: E4806 - Fabricant: STEIN ENERGIE - Année de fabrication: 2013 - Date de mise en service (DMS): 17/11/2015 (vu déclaration n°30220) - PS (bar): 15 - Volume: 12890 L - État du fluide: vapeur et eau - Nature du fluide: gaz de groupe 2 - Régime de surveillance: équipement soumis à inspection périodique (périodicité maximale appliqué par exploitant: 24 mois) - DMS: réalisée le 17/11/2015 - vu récépissé de déclaration n°30220 - CMS: 24/01/2014 --> Bouteille BP SDM NH3 - SUD: - Type d'équipement: récipient - N° équipement: 13277 (ensemble du système: 10428-DR01) - Fabricant: CTN - Année de fabrication: 2013 (ensemble du système 10428-DR01: 2014). - Date de mise en service (DMS): 27/03/2014 - PS (bar): 12 - Volume: 9100 L - État du fluide: Gaz - Nature du fluide: gaz de groupe 1 - ammoniac R717 - Régime de surveillance: équipement soumis au suivi en service avec plan d'inspection (périodicité maximale appliqué par exploitant: 24 mois) - DMS: réalisée le 07/12/2015 - vu récépissé de déclaration n°32801 - CMS: équipement mis en service avant le 01/01/2018.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : --> <u>Chaudière n°E4806:</u> Vu le dernier compte rendu d'inspection périodique n°325663 réalisé le 04/12/2021 par la SOCOTEC (ASAP). L'exploitant dispose de la notice de l'équipement reprenant les instructions de service d'exploitation et d'entretien, en date du 04/09/2013. L'exploitant a présenté le registre d'exploitation "Dossier de suivi d'équipement sous-pression", dans lequel les interventions de contrôles sont consignées. --> <u>Bouteille BP n°13277 (ensemble 10428-DR01):</u> Vu le dernier compte rendu d'inspection périodique n°218N250243545 réalisé le 25/01/2022 par JOHNSON CONTROLS. L'exploitant dispose de la notice d'instruction du système de réfrigération, en date du 07/02/2012. L'exploitant dispose d'un registre d'exploitation, dans lequel les interventions de contrôles sont consignées.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>--> <u>Chaudière n°E4806:</u></p> <p>Le compte rendu d'inspection périodique comprend:</p> <ul style="list-style-type: none">- la référence du rapport;- le nom de l'organisme habilité ayant réalisé l'IP;- les caractéristiques de l'ESP en adéquation avec les liste et la notice technique;- la date du contrôle (04/12/2021);- la date et le nom de personne ayant réalisé le contrôle;- la signature n'apparaît pas sur le compte rendu;- le résultat satisfaisant du contrôle: l'équipement peut être maintenu en service. <p>La périodicité maximale de contrôle selon l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 est respectée.</p> <p>--> <u>Bouteille BP SDM Sud:</u></p> <ul style="list-style-type: none">- la référence du rapport;- le nom de l'organisme habilité ayant réalisé l'IP;- le nom de l'organisme habilité ayant réalisé l'IP;- les caractéristiques de l'ESP en adéquation avec les liste et la notice technique;- la référence du plan d'inspection du 15/09/2021;- les signatures de la personne habilitée à effectuer le contrôle et de l'exploitant;- les conclusions de l'IP: " Le système de réfrigération peut être maintenu en service avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévisibles". <p>La périodicité maximale de contrôle selon le plan d'inspection est respectée.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : --> <u>Chaudière n°E4806</u> : sans objet (échéance non atteinte) La prochaine requalification périodique est programmée le 01/10/2023 (équipement fabriqué en 2013). --> <u>Bouteille BP SDM Sud (ensemble de réfrigération 10428-DR01)</u> : L'exploitant a présenté la dernière attestation de requalification périodique n°50002188678 réalisée le 25/05/2020 par l'APAVE. L'attestation de requalification comprend: - les caractéristiques de l'ESP et des accessoires de sécurité en annexe; - elle est datée et signée par la personne ayant réalisé la RP; - le résultat satisfaisant du contrôle: l'équipement peut être maintenu en service. La périodicité maximale selon l'AM du 20/11/2017, du CTP est conforme.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
Constats : --> <u>Bouteille BP:</u> La périodicité maximale de requalification périodique est conforme et respectée (fluide toxique - 6 ans).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : --> <u>Chaudière n°E4806</u> : La plaque d'identification est présente, lisible et les informations inscrites sont cohérentes avec la notice de l'équipement et la liste ESP. --> <u>Bouteille BP - ensemble de réfrigération n°10428-DR01</u> : La plaque d'identification est présente, lisible et les informations inscrites sont cohérentes avec la notice de l'équipement et la liste ESP.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : --> <u>Chaudière n°4806</u> : L'équipement ne présente pas de déformation. Les supports son en bon état général. L'équipement ne présente pas de corrosion. Le revêtement est en bon état. --> <u>Bouteille BP - ensemble 10428-DR01</u> : L'équipement ne présente pas de déformation. Les supports son en bon état général. L'équipement ne présente pas de corrosion. Le revêtement est en bon état.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : --> <u>Chaudière n°4806:</u> L'équipement est équipé d'accessoire de sécurité (soupape ARI). La soupape a une pression de déclenchement égale à la pression maximale de l'équipement. Soupape vérifiée le 04/12/2021: résultat satisfaisant (compte rendu IP n°325663). --> <u>Bouteille BP - ensemble 10428-DR01:</u> L'équipement est équipé d'accessoires de sécurité (soupapes CAEN et pressostat de sécurité Danfoss). La soupape de la BP1 n'était pas accessible. Néanmoins, la dernière RP atteste du retarage satisfaisant.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : --> <u>Bouteille BP - ensemble 10428-DR01:</u> L'étiquette comporte: <ul style="list-style-type: none">- le marquage de la tête de cheval de manière apparente;- le nom de l'organisme notifié : APAVE N°0060;- le n° de fabrication 10428-DR01 permettant de la relier avec l'attestation RP et la liste des ESP;- l'année et le mois de la RP. <i>L'attestation RP, conclu que: "La date de requalification et l'empreinte "tête de cheval" validant requalification périodique de l'ensemble de réfrigération N°10428-DR01 ont été apposées uniquement sur la plaque d'identification d'ensemble fixée au châssis de la bouteille BP n°13-277".</i>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet